

Première réunion-bilan

Points abordés

1. La couverture média suite à la remise du rapport p.1
 2. Les ventes du livre..... p.1
 3. Le travail de suivi avec les ministres p.2
 4. Le travail de suivi avec les parlementaires p.2
 5. La mise en œuvre des décisions fondamentales..... p.3
 6. Les déplacements à l'étranger et en province..... p.9
-

1. La couverture média suite à la remise du rapport

■ En France

Les conclusions rendues par la Commission ont été commentées par l'ensemble des supports nationaux et régionaux : presse écrite, radio, télévision (notamment une édition Complément d'Enquête sur France 2, intitulée « Réformes : et si Attali avait raison ? »¹), presse spécialisée.

Au cours des premières semaines, certains sujets ont cristallisé l'attention, en partie en raison de l'imminence des élections municipales : en particulier les professions réglementées (taxis, avoués) et le département. D'autres volets essentiels de la réforme ont en revanche été peu abordés, comme le travail des seniors, l'enseignement primaire ou la santé.

Aujourd'hui, le rapport alimente régulièrement des articles de fond sur des sujets aussi divers que le numérique, l'urbanisme, les pôles de compétitivité, la réforme des universités ou de la recherche, la distribution. Sur tous ces thèmes, nos propositions font référence et sont souvent citées.

■ A travers le monde

Notre rapport a été depuis le début positivement suivi à l'étranger : la célèbre émission *HardTalk* de la BBC y a consacré une émission spéciale en recevant Jacques Attali. Les travaux de la Commission font l'objet d'éditions spéciales sur les chaînes nationales italienne, allemande, coréenne. De même, différents quotidiens et hebdomadaires américains (dont *The Economist*), britanniques, italiens, espagnols, allemands, portugais, norvégiens, coréens, turcs, entre autres, y ont consacré de nombreux articles.

2. Les ventes du livre

Le livre s'est vendu à **80 000 exemplaires** jusqu'ici, un véritable succès. Près de **30.000 téléchargements** ont également été recensés.

¹ <http://info.france2.fr/complement-denquete/emissions/40401656-fr.php>

3. Le travail de suivi avec les ministres

Depuis la remise du rapport, Jacques Attali s'est entretenu avec plusieurs ministres pour discuter de la mise en œuvre du rapport :

- 11 février : François Fillon
- 25 février : Xavier Bertrand (Travail)
- 11 mars : Christine Lagarde (Economie) et Hervé Novelli (Commerce, PME)

Des rendez-vous sont également prévus avec :

- Valérie Pécresse (Enseignement Supérieur et Recherche)
- Xavier Darcos (Education)
- Jean-Louis Borloo (Développement Durable et Aménagement du Territoire)
- Luc Chatel (Industrie et Consommation)

4. Le travail de suivi avec les parlementaires

■ Rendez-vous ponctuels

Suite à la remise du rapport, Jacques Attali et les membres présents ont été reçus par :

- les présidents des deux chambres, Bernard Accoyer et Christian Poncelet
- les Commissions des Affaires Economiques du Sénat et de l'Assemblée Nationale
- la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale
- la Commission du Dividende Numérique de l'Assemblée Nationale

■ Travail de suivi avec les députés

Groupe PS

Aucune réunion n'est encore prévue avec les députés PS : pour le moment, ceux-ci n'ont pas donné suite à nos propositions de collaboration.

Groupe Nouveau Centre

Une réunion avec le Nouveau Centre est prévue ce **mercredi 2 avril à 11h**.

Groupe UMP

Un travail de suivi important a commencé fin février avec les députés du groupe UMP : 4 ateliers ont été mis en place, avec 130 députés inscrits au total. L'objectif pour le groupe UMP est de pouvoir présenter fin avril une vingtaine de réformes tirées de notre rapport.

De notre côté, ce travail nous permet d'expliquer nos recommandations pour relancer la croissance. Il s'agit d'un dialogue nécessaire, qui sera d'autant plus constructif si nous sommes nombreux à y participer.

L'organisation des travaux est décrite dans le tableau ci-dessous :

	Atelier 1	Atelier 2	Atelier 3	Atelier 4
Thèmes	Education, Formation, Emploi	Consommation, concurrence, entreprise	Solidarités, Famille, Logement	Gouvernance
Référent CLCF	Nathalie Hanet	Eric Labaye	Claude Bébéar	Serge Weinberg
Coordinateurs UMP	Marie-Christine DALLOZ, Bruno LE MAIRE, Pierre MORANGE, Benoist APPARU	Jean-Paul CHARIE, Christian JACOB, Laure de la RAUDIERE, François LOOS	Marc-Philippe DAUBRESSE, Hervé MARITON, Marie-Jo ZIMMERMANN	Louis GISCARD D'ESTAING, Arlette GROSSKOST, Didier QUENTIN
Nb de députés inscrits	24	50	25	31
Calendrier des réunions à venir	Mercredi 2 avril 16h - 18h Emploi (5 ^{ème} bureau)	Mardi 1 ^{er} avril 18h - 19h30 PME/Numérique (salle Colbert)	Mercredi 2 avril 10h - 12h Famille/Santé (8 ^{ème} bureau)	Mercredi 2 avril 16h15 - 18h15 Rôle du Parlement (salle 1, rue A. Briand)
	Mercredi 16 avril 9h - 11h Synthèse générale (5 ^{ème} bureau)	Jeudi 3 avril 9h - 12h Prof. réglementées Distribution (salle Colbert)	Mercredi 9 avril 9h - 12h Mobilité/Logement (8 ^{ème} bureau)	Jeudi 3 avril 9h - 12h Protection sociale (8 ^{ème} bureau)
		Mercredi 9 avril 12h30 - 14h30 Synthèse générale (Questure Maillé)	Jeudi 10 avril 10h - 12h Première synthèse (8 ^{ème} bureau)	Mercredi 9 avril 16h15 - 18h15 Fonction publique (1 ^{er} bureau)
			Mercredi 16 avril 10h - 12h Seconde synthèse (8 ^{ème} bureau)	Mercredi 16 avril 16h15 - 18h15 Coll. Territoriales (1 ^{er} bureau)

5. La mise en œuvre des décisions fondamentales

Un tableau de bord suivant la mise en œuvre des 316 décisions est disponible en ligne sur www.liberationdelacroissance.fr. Il est mis à jour quotidiennement.

L'état actuel de la mise en œuvre des 20 décisions fondamentales est présenté dans les pages suivantes. La signalétique est la suivante :



=

Décision en cours de mise en œuvre, dans un esprit conforme au rapport



=

Décision en cours de mise en œuvre, de manière partielle au vu du rapport



=

Concertation en cours



=

Décision non encore abordée/écartée

Décision fondamentale 1

Se donner les moyens pour que tout élève maîtrise avant la fin de la 6^{ème} le français, l'écriture, le calcul, le travail de groupe, l'anglais et l'informatique

↳ *Ministre de l'Education*



- ▶ Le 20 février dernier, Xavier Darcos a présenté les nouveaux programmes du primaire.
- ▶ Ceux-ci seront mis en œuvre à partir de la rentrée 2008.
- ▶ Ils prévoient :
 - un recentrage autour du français et des mathématiques
 - plus d'enseignement sportif (pour l'éveil au groupe)
 - l'apprentissage d'une langue vivante à partir du CP
 - une initiation à l'informatique à partir du CE2

Décision fondamentale 2

Constituer 10 grands pôles d'enseignement supérieur et de recherche autour de 10 campus, réels et virtuels

↳ *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*



- ▶ Le 6 février, Valérie Pécresse annonçait le coup d'envoi d'«Opération campus».
- ▶ L'objectif est de créer 10 pôles universitaires de prestige, dotés de grands amphithéâtres, de laboratoires de recherche compétitifs et d'équipements sportifs.
- ▶ Le projet sera financé via la cession d'une partie du capital d'EDF (5 milliards), ainsi qu'à travers des PPP.
- ▶ Les universités ont jusqu'à fin avril pour remettre leur dossier. Les 1^{ers} projets pourraient être lancés début 2009.

Décision fondamentale 3

Redonner à la France les moyens (dont ceux de la recherche) pour prendre une place de premier rang dans les secteurs d'avenir : numérique, santé, énergies renouvelables, biotechnologies, etc.

↳ *Ministres de l'Economie, de la Santé, et de l'Enseignement supérieur / Recherche*



- ▶ Le poste de Secrétaire d'Etat à l'économie numérique a été créé le 18 mars. Il a été attribué à Eric Besson.
- ▶ Le 28 janvier, Nicolas Sarkozy annonçait une grande réforme de la recherche publique : Valérie Pécresse a lancé fin février les concertations et lettres de mission.
- ▶ Il est notamment prévu :
 - de structurer davantage la recherche par instituts
 - de simplifier la gestion des unités mixtes de recherche
 - de moderniser la gestion des ressources humaines

Décision fondamentale 4

Mettre en construction 10 Ecopolis, villes et quartiers d'au moins 50.000 habitants intégrant technologies vertes et technologies de communication

↳ *Ministres du Développement durable, ainsi que du Logement et de la Ville*



- ▶ Des collectivités locales ont déjà manifesté leur souhait de participer au projet.
- ▶ Parmi elles :
 - Issy-les-Moulineaux
 - Meaux
 - Le Creusot
 - Narbonne
 - la région Lorraine
- ▶ L'idée a suscité beaucoup d'intérêt chez les députés

Décision fondamentale 5

Entreprendre dès maintenant la mise en place du Très Haut Débit pour tous, que ce soit à domicile, au travail ou dans l'administration

↳ *Ministre de l'Economie*



- ▶ Le 13 février, Christine Lagarde et Hervé Novelli ont lancé un plan « Très Haut Débit ».
- ▶ Il sera intégré à la loi de modernisation économique.
- ▶ Selon les premiers éléments, ce plan prévoit notamment :
 - de favoriser le développement concurrentiel de la fibre optique
 - de mutualiser les charges de génie civil
 - de renforcer la R&D dans le domaine

Décision fondamentale 6

Mettre en place les infrastructures nécessaires (ports, aéroports, place financière) et accroître l'offre et la qualité du logement social

↳ *Ministres de l'Aménagement du Territoire, de l'Economie, ainsi que du Logement / Ville*



- ▶ François Fillon a annoncé le 14 janvier une réforme des ports autonomes, « pour le printemps prochain ». Des concertations sont en cours.
- ▶ Christine Boutin a annoncé début mars un projet de loi de mobilisation pour le logement. Il devrait être présenté au Parlement en juillet.
- ▶ La future loi de modernisation économique prévoit des dispositions visant à renforcer la place financière de Paris.
- ▶ Une aérogare *low cost* va être ouverte à Bordeaux d'ici fin 2009.

Décision fondamentale 7

Réduire les délais de paiement à 30 jours à compter de la livraison, assurer le remboursement sous 10 de la TVA et instituer un régime fiscal simplifié pour les entreprises réalisant moins de 100.000 € de chiffre d'affaire

↳ *Ministre de l'Economie*



- ▶ Les grandes lignes du texte de la future loi de modernisation économique commencent à être connus.
- ▶ Celui-ci prévoit :
 - de ramener les délais à 60 jours - ou 45 jours en fin de mois - à partir de la date d'émission de la facture
 - de doubler les pénalités de retard, qui passeraient à 3 fois le taux d'intérêt légal (de 3,99% en 2008)

Décision fondamentale 8

Créer par redéploiement une Agence guidant dans un premier temps les TPE/PME de moins de 20 salariés dans leurs démarches administratives, en leur adressant des réponses engageant l'ensemble des administrations

↳ *Ministre de l'Economie*



- ▶ En attente.
- ▶ Les députés sont intéressés par l'idée et explorent différentes pistes de mise en œuvre.

Décision fondamentale 9

Renvoyer l'essentiel des décisions sociales à la négociation en modernisant les règles de représentativité et de financement des organisations syndicales et patronales

↳ *Ministre du Travail*



- ▶ Sur ses chantiers sociaux de 2008, le gouvernement fait largement intervenir les partenaires sociaux, conformément à la loi « Larcher » de 2007.
- ▶ Une négociation sur la représentativité syndicale est en cours, jusqu'à mi-avril. En cas de désaccords persistants (le plus probable), le gouvernement reprendra la main.
- ▶ La représentativité des organisations patronales n'est pour le moment pas revue. Le MEDEF a déclaré n'avoir « aucune réticence » à en parler, une fois bouclée la négociation sur la représentativité syndicale.

Décision fondamentale 10

Se mobiliser pour l'emploi des jeunes et imposer aux entreprises et collectivités publiques de présenter un bilan annuel de leur diversité par âge, sexe et origine

↳ *Ministres de l'Economie, du Travail et de la Fonction publique*



- ▶ En attente.

Décision fondamentale 11

Réduire le coût du travail en transférant une partie des cotisations sociales vers la CSG et la TVA

↳ *Ministre de l'Economie*



- ▶ Une Revue Générale des Prélèvements Obligatoires (RGPO) est prévue pour début avril, sous l'égide de Bercy.
- ▶ Une remise à plat de la fiscalité doit être lancée à l'occasion, « sans toucher au niveau de prélèvements obligatoires » selon le gouvernement.

Décision fondamentale 12

Offrir aux salariés le libre choix de leur départ à la retraite (une fois acquise la durée minimale de cotisation), supprimer les dispositifs de préretraite ainsi que les obstacles aux cumuls emploi-retraite

↳ *Ministres de l'Economie et du Travail*



- ▶ Un « chantier social » sur la réforme des retraites doit s'ouvrir d'ici juillet.
- ▶ Une 1^{ère} phase de concertation a commencé le 28 mars. Elle devrait durer 2 mois selon Xavier Bertrand, avant que ne commencent les négociations proprement dites.

Décision fondamentale 13

Soutenir les commerçants et les fournisseurs indépendants, restaurer la liberté de prix et d'installation de tous dans la distribution, l'hôtellerie et le cinéma

↳ *Ministre de l'Economie*



- ▶ La loi « Chatel », promulguée le 3 janvier, va en partie dans notre sens :
 - elle instaure le « triple net », à défaut de lever l'interdiction de revendre à perte
 - elle crée une convention unique pour décrire les accords de coopération entre fournisseurs et distributeurs
 - elle dépenalise la non-communication des conditions générales de vente
- ▶ La future loi de modernisation économique devrait aller plus loin dans le domaine.

Décision fondamentale 14

Ouvrir les professions réglementées à la concurrence, sans nuire à la qualité des services rendus

↳ *Ministre de l'Economie*



- ▶ A propos des taxis, Nicolas Sarkozy a annoncé le 7 février que la réforme se ferait bien sur la base des propositions de la profession et des nôtres.

Décision fondamentale 15

Encourager la mobilité géographique (Bourse du logement social) et internationale (politique de visas plus souple pour les étudiants, chercheurs, artistes et travailleurs étrangers)

↳ *Ministre de l'Economie*



- ▶ La future loi de modernisation économique instituerait un nouveau type de carte de séjour, pour les étrangers contribuant « *de façon remarquable au développement économique de la France* ».
- ▶ Cette carte permettrait notamment les allers-retours multiples sur plusieurs années.
- ▶ Christine Boutin a annoncé début mars un projet de loi de mobilisation pour le logement, qui devrait être présenté au Parlement en juillet.
- ▶ Jusqu'à maintenant, la Bourse du logement social n'a pas été publiquement évoquée.

Décision fondamentale 16

Considérer la formation de tous les chercheurs d'emploi comme une activité nécessitant rémunération sous forme d'un « contrat d'évolution »

↳ *Ministre du Travail*



- ▶ Le 17 avril, une conférence entre Bercy et les partenaires sociaux doit lancer la réforme de l'assurance-chômage prévue pour 2008.
- ▶ La fusion de l'ANPE et de l'Unedic, prévue d'ici 2009, rendra le contexte favorable à une refonte complète des prestations du service public de l'emploi.

Décision fondamentale 17

Sécuriser la rupture amiable du contrat de travail

↘ *Ministre du Travail*



- ▶ Le 11 janvier, les partenaires sociaux ont conclu un accord qui depuis a été traduit en un projet de loi, présenté en Conseil des ministres le 26 mars.
- ▶ La création de la rupture à l'amiable est lancée, avec :
 - droit aux allocations chômage
 - possibilité pour les parties d'être conseillées
 - possibilité de se rétracter sous 15 jours
 - homologation obligatoire des prud'hommes
- ▶ Les indemnités de rupture sont par contre fixées à un minimum d'1/5^{ème} de mois par an, quand nous les proposons à 1 mois par année d'activité.
- ▶ Le texte devrait être applicable d'ici l'été.

Décision fondamentale 18

Créer des agences pour les principaux services au public et faire évaluer tout service public (écoles, universités, hôpitaux, administrations) par des organismes indépendants

↘ *Ministres de la Fonction publique, de la Santé, de l'Education et de l'Enseignement supérieur*



- ▶ En attente.

Décision fondamentale 19

Renforcer les régions et les intercommunalités, tout en faisant disparaître en 10 ans les départements

↘ *Premier ministre, Ministre du Budget et de la Fonction publique,, Ministre de l'Intérieur et des Collectivités territoriales*



- ▶ La RGPP envisage de mutualiser les moyens des services déconcentrés régionaux et départementaux.
- ▶ Le rapport Lambert de décembre 2007 préconise la fin de la clause générale de compétence des conseils généraux.

Décision fondamentale 20

Réduire les dépenses publiques, à hauteur de 1% de PIB par an à partir de 2009, soit 20 milliards d'euros de réduction par rapport à la tendance par an pendant 5 ans

↘ *Premier ministre, Ministre du Budget*



- ▶ En attente des prochains arbitrages budgétaires et des résultats de la RGPP.
- ▶ Une action est d'autant plus urgente que le 27 mars, Bercy annonçait un déficit public pour 2007 plus proche des 2,7% de PIB que des 2,4% initialement annoncés.
- ▶ L'Espagne et l'Allemagne affichent respectivement un excédent de 1,8 et 0,1%. L'Italie limite son déficit à 1,9%.
- ▶ La France s'est engagée à revenir à l'équilibre d'ici 2012.

6. Les déplacements à l'étranger et en province

■ Déplacements à l'étranger

2 déplacements ont eu lieu :

- **19 février : Londres**
Jacques Attali a été invité à l'émission *HardTalk*, de la BBC.
- **1^{er} mars : Rome**
Jacques Attali et plusieurs membres ont présenté les travaux de la Commission devant le Conseil National de l'Economie et du Travail (CNEL), ainsi que devant un comité d'académiciens et de journalistes spécialisés.

■ Déplacements en province

7 déplacements sont prévus :

- **1^{ère} semaine d'avril : Montpellier**
Co-organisé avec une université.
- **2^{ème} semaine d'avril : Aulnay-sous-Bois et Poitiers**
Co-organisé respectivement avec un réseau associatif et un club d'entrepreneurs.
- **4^{ème} semaine d'avril : Marseille et Lille**
Co-organisé respectivement avec une chambre de commerce et la mairie.
- **Fin avril : Lyon et Strasbourg**
Co-organisé respectivement avec la mairie et le Parlement européen.

Nous invitons chaque membre, dans la mesure de ses possibilités, à participer à une partie de ces déplacements.